

## La sécurité alimentaire : Une priorité stratégique de l'Union pour la Méditerranée?

Compte-rendu de la conférence-débat, organisée le 24 Novembre 2009<sup>1</sup>

---

Pour jouer son rôle d'animation du débat politique au sujet de la place de l'agriculture au sein de la coopération euro-méditerranéenne, le CIHEAM a organisé le 24 novembre 2009 à Paris, dans les locaux de Sciences-Po (dont les Presses sont l'éditeur depuis 2007 du rapport annuel *Mediterra*), une conférence-débat intitulée « *La sécurité alimentaire : une priorité stratégique de l'Union pour la Méditerranée (UpM) ?* ».

Animée par Frédéric Lemaître, rédacteur en chef du journal *Le Monde*, cette conférence fut l'occasion de communications variées, contrastées et complémentaires. La présente note vise à faire une restitution partielle des interventions réalisées par les experts et les décideurs mobilisés dans le cadre de cette manifestation.

### SESSION 1 : L'agriculture au cœur des défis méditerranéens ?

#### 1.1. Le défi de la sécurité alimentaire

**Bertrand Hervieu**, *Inspecteur général Ministère français de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche*

« Je voudrais insister sur trois points tout particulièrement :

- La question alimentaire en Méditerranée

La Méditerranée est la région du monde la plus dépendante des marchés mondiaux à propos des approvisionnements. C'est une tendance lourde. La prospective élaborée par le CIRAD et l'INRA « Prospective Agrimonde » insiste beaucoup là-dessus, et montre bien le niveau de dépendance structurelle du bassin méditerranéen quant à son approvisionnement et sa couverture alimentaire. *Mediterra 2008*, le rapport du CIHEAM, avait préalablement insisté sur ce point stratégique et dressé un diagnostic en dynamiques pour alerter sur cette situation. On peut néanmoins souligner, et ce n'est pas inintéressant pour l'UpM, qu'il y a une dépendance dans la dépendance, à savoir, une relation asymétrique entre Nord et Sud de la Méditerranée. Et que malgré cette dépendance mondiale la rive sud de la Méditerranée a comme premier fournisseur et comme premier client l'Union européenne.

---

<sup>1</sup>

Ce compte-rendu a été préparé par Sébastien Abis et Paula Cusi Echaniz, du Secrétariat général du CIHEAM

## - La crise alimentaire spéculative de 2008

Elle a profondément touchée la Méditerranée et l'Afrique de l'Ouest, et elle a eu pour effet de révéler 2 choses en même temps. D'abord, le regain d'intérêt des gouvernements et des organisations intergouvernementales (FAO, UE, Banque Mondiale, FMI...), sur la question agricole. Et ce retour sur le devant de la scène politique, conjugué au retour économique de la question agricole, provoque des effets que personne n'avait prévus. En effet, aucune prospective sur les questions alimentaires n'avait prévu la recomposition qui est en train de se produire dans le monde entier et notamment dans le bassin méditerranéen. Jusqu'à maintenant il y avait 3 regards portés sur la question agricole : pour les uns ce n'était pas intéressant, pour les seconds il y avait un intérêt quasi messianique autour des agricultures familiales qui allaient sauver le monde, et pour les troisièmes il fallait mettre un peu d'argent pour encourager les cultures d'exportation afin d'équilibrer les balances commerciales. Or, aujourd'hui nous voyons des États, qui emboîtent le pas sur la nécessité de mettre en place des politiques agricoles alors que celles-ci avaient été marginalisées pendant 15 ans (donc une remise dans l'agenda des politiques agricoles). Mais ce qui est inattendu, c'est que ces politiques agricoles se construisent, bien sûr autour des agricultures familiales (parce que c'est la dominante de ces pays), mais aussi à travers des stratégies financières et commerciales hautement élaborées de prise en considération d'accords, soit avec d'autres États soit avec des grands groupes financiers, pour aller chercher des terres à l'extérieur du pays et assurer la sécurité des approvisionnements. Je n'aurais jamais imaginé que pour assurer la fonction régaliennne de sécurité alimentaire d'un État on en viendrait à mettre en place des dispositifs de cet ordre ! Il est vrai qu'on sait peut des choses sur cette question, sauf qu'il y a des vraies stratégies d'État (par exemple, l'Algérie avec l'Ukraine, l'Égypte avec le Soudan), doublées des stratégies de groupes financiers telle l'opération sud-coréenne à Madagascar ayant impliqué l'entreprise Daewoo (qui ne le font pas par volonté régaliennne).

Ceci constitue une profonde recomposition des cartes parce que construire une politique publique de gestion de la sécurité des approvisionnements d'un pays à travers ce type de stratégie, ce n'est pas la même chose que construire une politique de développement agricole et économique. Je ne suis pas en mesure de me réjouir ou de déplorer cette donne, on la connaît encore peu, on ne peut pas avoir encore un jugement politique. En tout cas, on doit regarder cette dynamique de près. Car, après tout, on peut imaginer des formes régulées et contractuelles, ou de coopération internationale, sur cette question complètement nouvelle. Quand les États décident de recourir à ces stratégies, c'est un coup de pied donné à la *doxa* libérale sur les questions agricoles car cela signifie que les États cherchent des solutions ailleurs que sur le marché des échanges pour assurer leur sécurité alimentaire. Donc c'est un débat intéressant qui nous invite à réfléchir sur le point de savoir comment traiter et gérer la question des échanges agricoles et mettre en place une régulation propre à ce secteur face à des États qui cherchent par tous les moyens à assurer cette fonction régaliennne d'approvisionnement alimentaire.

La deuxième chose que la crise alimentaire de 2008 a révélé est qu'il y a pas une typologie unique de l'agriculture familiale mais qu'il y a, dans la Méditerranée et dans le Monde, des agricultures familiales qui sont dotées de cultures, de techniques, de système foncier...Or, ce qui est propre en Méditerranée, c'est que le foncier diminue et l'on doit aujourd'hui penser le développement agricole à travers une amélioration de la productivité car de nouvelles terres cultivables ne sont pas disponibles. Et deuxièmement, il y a des familles qui sont classés comme des agriculteurs ou des paysans mais en réalité ce sont des familles rurales et pauvres et elles sont assignées à la pauvreté sur place sans pour autant produire.

## - La dimension politique

Qu'est que l'UpM peut faire dans le cadre de l'agriculture et de la coopération alimentaire régionale ? Elle pourrait transformer le bassin méditerranéen en laboratoire de la construction de nouveaux modèles de développement agricole, plus responsables et plus solidaires de leur voisinage. L'optique est de progressivement construire un pôle euro-méditerranéen qui se concertent, se réunit et se régule afin de sécuriser les approvisionnements alimentaires dans l'ensemble du bassin et de tisser des coopérations concrètes en matière agricole et rurale. C'est à ce stade un espoir, plus qu'une réalité, mais soyons confiants ».

## 1.2. Le défi sanitaire et l'alimentation

**André Capron**, Membre de l'Académie des Sciences, Institut de France, Président du Groupe inter-académique pour le développement (GID)

« La problématique sanitaire est un enjeu d'une très grande actualité. Longtemps reconnue proverbialement pour les vertus de son régime alimentaire, la région méditerranéenne connaît actuellement une évolution inquiétante de son état nutritionnel.

Si la sécurité alimentaire quantitative est globalement assurée, il persiste, si l'on fait appel aux critères traditionnels de sous alimentation chez l'enfant (insuffisance pondérale et retard de croissance), quelques indicateurs préoccupants, notamment en Égypte, au Maroc et en Turquie. De même, l'existence dans cette région de camps de réfugiés ou de personnes déplacées (Liban, Palestine) continue-y-elle à justifier une surveillance attentive de la sécurité alimentaire qui reste, fort heureusement, limitée localement.

Il en va hélas différemment de la sécurité alimentaire qualitative, tant la transformation rapide des sociétés méditerranéennes et de leurs modes alimentaires a eu des conséquences dramatiques sur l'équilibre nutritionnel et la santé des populations. Les processus rapides d'urbanisation de littoralisation liés au développement explosif du tourisme, l'émergence de couches sociales moyennes attirées par une alimentation internationale globalisée, notamment dans les jeunes générations, a entraîné avec le développement de la grande distribution une transformation profonde des modes de consommation et des habitudes alimentaires.

L'alimentation méditerranéenne a évolué en quelques années de manière dangereuse. Les données statistiques récentes (2007-2008) concourent à souligner : l'augmentation de l'apport calorique total, la consommation accrue de produits animaux (viande, lait), l'augmentation des apports en graisses et le *fast-food* culture. En même temps, une augmentation importante de la consommation en sucres libres liées à la consommation massive de boissons gazeuses sucrées (*coke culture*) alors que la consommation des légumes et des fruits a connu une importante diminution.

Ces changements majeurs des modes alimentaires ont un impact sanitaire important : sur-poids et obésité, hypertension artérielle, mais surtout diabète de type II (non insulino dépendant) et syndrome cardio-métabolique, on fait de l'alimentation un problème majeur de santé publique en Méditerranée et dans les Pays du Golfe.

Quelques exemples en apportent témoignage :

- La prévalence de l'obésité sur le 20 à 40% de la population adulte (7% en France) particulièrement importante chez les jeunes. Les études comparatives réalisées au Maghreb en 1995 et en 2008 montrent une augmentation marquée en Tunisie et au Maroc où est associée à une prévalence importante de l'hypertension artérielle qui touche plus d'un tiers de la population adulte.
- Mais c'est la diabète de type II qui constitue probablement l'indicateur le plus inquiétant : la diabète (maladie métabolique répandue où se mêlent facteurs génétiques et environnementaux), elle touche 250 millions de personnes dans le monde, représentant le 6% de la population adulte de 20 à 80 ans (le pourcentage est de 2,9% en France et de 3,8% en Europe). En Méditerranée est de 9,2%, notamment en Méditerranée orientale avec une prévalence inquiétante au Maghreb atteignant 8% en Algérie et environ 7% en Tunisie et au Maroc. Aussi, noter la prévalence dramatique du diabète dans les pays du Golfe, dépassant 18% dans les Émirats Arabes Unis et 16% en Arabie Saoudite.
- Cette prévalence explosive du diabète, associé à l'obésité, à l'hypertension artérielle et à l'hyperglycémie constitue la base de l'incidence du syndrome cardio-métabolique (SCM) qui multiplie par 4 la probabilité d'un accident cardiovasculaire : ce risque est proche de 20% au Maroc et de 40% parmi la population urbaine en Arabie Saoudite.

Ces données se passent, je crois, de tout commentaire superflu et montrent comment en quelques années les dérives nutritionnelles ont créé, dans une région du monde réputée pour les vertus de son équilibre alimentaire, un problème majeur de santé publique.

A cet égard, dans une perspective de prévention qui concerne l'ensemble de nos sociétés, la région méditerranéenne peut servir, face à l'acuité des problèmes qu'elle rencontre, de modèle de laboratoire de co-développement. Un exemple en est le GID, Groupe Inter académique pour le Développement, qui a récemment élaboré les bases d'actions prospectives au travers de la création d'un réseau méditerranéen *Bio Health Med Network*, réseau international de centres de diagnostic et de suivi du syndrome cardio-métabolique, ainsi que réseau de formation et d'éducation à la santé, notamment en milieu scolaire.

Ces perspectives représentent un véritable défi mais dont la réussite espérée, par leur valeur exemplaire, déborde largement le cadre méditerranéen ».

### **1.3. Le défi climatique et l'environnement**

**Lucien Chabason**, *Président du Plan Bleu et Directeur délégué de l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)*

« Le Plan Bleu est une institution de prospective sur le bassin méditerranéen en matière d'environnement et développement qui mène des travaux depuis 30 ans. Il fait partie d'un ensemble plus vaste, le Plan d'Action pour la Méditerranée du Programme de Nations Unies pour l'Environnement (PNUE/PAM), qui rassemble l'ensemble des pays méditerranéens et la Communauté européenne pour la protection de l'environnement en Méditerranée. Le Plan Bleu mène notamment des études prospectives afin d'alerter les décideurs sur les risques et les enjeux environnementaux.

Je vais vous parler des questions climatiques qui influencent la disponibilité des ressources naturelles et, par conséquent, la production agricole.

Nous avons publié il y a un mois le rapport « *État de l'environnement et du développement en Méditerranée 2009* ». Le Plan Bleu a procédé à une évaluation des impacts du changement climatique en utilisant notamment le 4ème rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) mais également des rapports de recherche spécifiques menés dans la région.

Quelles évolutions observe-t-on à l'échelle régionale ?

- Le GIEC a identifié la région méditerranéenne comme un des grands espaces géographiques où l'impact du changement climatique sera le plus fort. Dans un scénario d'émissions moyennes actuelles, on constate que le cycle de la région devrait être particulièrement affecté, en particulier la Péninsule Ibérique, le Maghreb et l'Europe du Sud-Est.
- Dans le Bassin méditerranéen, au cours du XXIème siècle, on devrait avoir une augmentation des températures située entre 2,2°C et 5,1°C, et une baisse des précipitations oscillant entre 4 et 27%. De plus, les phénomènes extrêmes qu'on connaît devraient s'aggraver (vagues de chaleur et des inondations, etc.). On s'attend à des augmentations de températures très importantes, un réchauffement particulièrement prononcé en été, concentré dans la zone maghrébine. Les précipitations en hiver auront tendance à augmenter dans les pays du Nord (Alpes) et à diminuer dans les pays méditerranéens. En été, il y aura une baisse des précipitations dans toute la Méditerranée.
- Les tensions autour de l'eau vont s'accroître : le Plan Bleu, déjà en 1979, attirait l'attention sur cette problématique. On ne parlait pas alors de changement climatique et, dans l'ensemble, les climatologues considéraient que les niveaux des précipitations n'avaient pas changé depuis la fin de l'ère glaciaire. Mais la question de l'eau se posait avec acuité du fait des dynamiques socio-démographiques (croissance de la population, urbanisation, développement du tourisme). Tendanciellement, on ne pouvait que prévoir que la tension sur les ressources hydriques irait en s'accroissant. Ces prévisions se sont révélées exactes car, depuis, la disponibilité d'eau s'est considérablement réduite (surtout en Tunisie, en Israël, dans les territoires palestiniens, dans le sud et l'est de l'Espagne, en Algérie, à Malte et à Chypre). Avec comme conséquence, l'utilisation croissante des techniques telles que le dessalement de l'eau mer pour faire face à cette contrainte.

Évidemment, le changement climatique devrait aggraver cette situation car il entraîne et il va entraîner une baisse de précipitations. On estime qu'il y aura une baisse des débits annuels moyens des principaux fleuves méditerranéens à l'horizon 2090 (surtout dans le Rhône, le Pô et l'Ebre). Ce ne sont pas des hypothèses, la diminution a déjà commencé. Par exemple, dans le sud de la France, les fleuves sont affectés d'une moyenne de -10% de leur débit par rapport au début des années 1970.

Le milieu marin lui aussi va être affecté. En fait, on y voit dès maintenant des changements perceptibles : réchauffement des eaux marines profondes de l'ordre de 1°C, anomalies thermiques, élévation du niveau de la mer (plus marquées à l'est du bassin) qui va affecter en particulier les deltas (Nil, Ebre, Pô, et Rhône). Donc, modification des dynamiques des populations, méridionalisation des espèces, aggravation des submersions des côtes basses, érosion du littoral et renforcement de la salinisation des estuaires constituent des évolutions importantes pour bien analyser la situation du Bassin méditerranéen.

Enfin, la biodiversité va être aussi affectée par le changement climatique par des invasions, l'extinction d'espèces moins mobiles ou plus sensibles au climat. Des systèmes d'observation du changement climatique ont été mis en place. Au Liban, grâce à ces observations on peut estimer qu'entre 2000 et 2080 les régions humides se réduiront en bénéfice des régions semi-arides et arides.

Tout ceci aura notamment des impacts sur le tourisme : baisse d'attractivité de la région à cause de la chaleur, évolution défavorable de la façade méditerranéenne, risques d'incendie, etc. Or on sait combien l'activité touristique dans les pays méditerranéens est importante en termes d'économie, d'emplois et de brassages culturels. Voici donc un panorama de la situation de l'impact du changement climatique dans la région. Il faut suivre cela de près, car probablement les prévisions vont évoluer et pas nécessairement pour annoncer une atténuation des alertes formulées. »

#### **1.4. Un regard géopolitique sur les questions agricoles et alimentaires**

**Jean-Paul Chagnollaud**, *Professeur en relations internationales, Université de Cergy-Pontoise, Directeur de la revue Confluences Méditerranée*

« On m'a demandé de donner un regard décalé de quelqu'un non-spécialiste sur ces questions. Sur le plan politique, ce qui m'a frappé en écoutant ces interventions est qu'il semble y avoir une contradiction entre d'un côté les grands risques politiques liés à la sécurité alimentaire dans la région, et de l'autre la fragilité de la coopération existante en ce domaine dans le cadre euro-méditerranéen

D'abord, les risques : le bassin méditerranéen souffre de tensions politiques inhérentes sur lesquelles nous pouvons percevoir la variable alimentaire. Trois exemples, forts différents, pour illustrer le propos :

- L'Égypte. Ce n'est pas un pays comme les autres, car en termes de population il représente autant que tous les autres pays arabes, sur un territoire limité, puisque 3% de la superficie du pays regroupe 95% de la population nationale. Ceci a entraîné des déséquilibres alimentaires et on peut aujourd'hui voir que l'on cherche ailleurs en Afrique les terres cultivables dont on ne dispose plus sur le plan intérieur. En conséquence, des effets politiques considérables comme les émeutes de la faim, du pain et de la dignité observées en 2008. Ces mouvements sociaux embrassaient des problèmes de pauvreté, de misère et de frustrations face à tant d'inégalités. J'ai lu dans un texte ancien que « Les égyptiens ont besoin de vivre dans la dignité ». Or, je ne pense pas qu'avec l'insécurité alimentaire les égyptiens vivent dans la dignité.
- Le Maroc. Ce pays a aussi rencontré certains problèmes sur le plan de la sécurité alimentaire au sens large. Mais il a également des enjeux émergents devant lui avec son statut avancé obtenu fin 2008 avec l'UE, qui va peser sur ses relations commerciales de libre échange avec les pays européens. Les marocains, en général, montrent des inquiétudes à ce sujet: on se demande quels seront les impacts de ce libre échange sur l'économie, sur l'agriculture et les espaces ruraux. De plus, il existe une grande complexité des négociations commerciales, notamment agricoles, pour pouvoir être aux normes européennes, mais aussi du fait de l'asymétrie à devoir dialoguer avec 27 pays à la fois : c'est un processus délicat pour les négociateurs marocains.

- Les Territoires Palestiniens et Israël. Le contexte est celui d'une situation d'occupation et d'occupé. À Gaza et en Cisjordanie il y a un détournement des terres et de l'eau au profit de la partie israélienne. Cela entraîne des problèmes sanitaires et alimentaires très importants. Il faut donc s'attendre à des violences graves nées de ces problèmes qui vont probablement s'ajouter aux violences existantes.

2. Quelles sont les contraintes ? Il y a des contraintes internationales parce que les instruments multilatéraux qui existent n'ont pas vraiment pris cette question de la coopération agricole et alimentaire au niveau de sa valeur stratégique.

Avant le processus de Barcelone, il existait un rapport asymétrique entre Nord et Sud de la Méditerranée dans tous les domaines (y compris l'agriculture). Parallèlement, les pays du Sud n'ont pas su s'unir sur le plan politique ou sur le plan économique. En 1995, avec le lancement du processus de Barcelone, on ne parle pas vraiment d'agriculture. Or, en cherchant bien il y a un paragraphe de la déclaration de Barcelone qui fait référence à la coopération agricole mais souligne « *dans la mesure de ce qui est permis par les différentes politiques agricoles européennes* ». Ceci démontre que la Politique agricole commune (PAC) l'emporte sur la coopération euro-méditerranéenne. Depuis, les décideurs n'ont pas voulu anticiper ces questions et l'agriculture n'a pas été une priorité politique.

Aujourd'hui, on est dans l'ère euphorique de l'UpM qui se veut un projet d'intégration forte sur des projets déjà identifiés. Est-ce que l'agriculture pourrait devenir un de ces projets prioritaires de l'UpM ? C'est une idée juste mais il faut deux conditions : d'abord, l'UpM doit exister, et ensuite, forcément, l'agriculture doit en être une de ses priorités.

Je ne crois pas que l'UpM existe. Le sommet de Paris de juillet 2008, avec la participation de 43 pays, a fait beaucoup de bruit, mais sans doute pour rien. On avait un calendrier important, substantiel, cohérent et rigoureux et on voulait contourner la question du conflit proche-oriental. Or, la guerre à Gaza, pendant l'hiver dernier, a tout bloqué. Depuis quelques semaines, on voit que les choses bougent à nouveau...mais pour quoi faire ? Le Secrétariat technique de Barcelone n'est toujours pas en place.

Et dans l'hypothèse où l'UpM serait plus opérationnelle, voudra t-elle s'occuper de la sécurité alimentaire ? Il y a eu une grande déclaration en juillet 2008 avec seulement 3 mots sur la sécurité alimentaire, sans un vrai programme. Donc, il n'est pas sûr que la sécurité alimentaire soit une priorité alors qu'elle devrait l'être. Et pour reprendre la formule de Bertrand Hervieu, pour passer de l'espoir à la réalité, il y a encore un long chemin à parcourir ».

## **SESSION 2 : L'agriculture au cœur de la coopération euro-méditerranéenne ?**

### **2.1. L'action de l'Agence française de développement (AFD) pour la sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural en Méditerranée**

**Jean-Luc François**, *Directeur du département développement agricole et rural à l'AFD*

« L'intervention de l'AFD en Méditerranée et au Moyen-Orient est importante, notamment en Turquie, au Maroc et en Tunisie. L'évolution 2002-2008 montre une tendance de croissance des engagements (28% par an, en moyenne, dans la région) du groupe AFD et de PROPARCO (créée en 1977, PROPARCO est une Institution Financière de Développement, conjointement détenue par l'AFD et par des actionnaires privés du Nord et du Sud).

En termes sectoriels, l'agriculture représente le 2% des engagements. D'autre part, les engagements auprès du secteur productif sont de l'ordre de 33%. Ce dernier consiste notamment en l'appui au secteur bancaire et financier, qui peut avoir des retombées sur le secteur agroalimentaire, même si le lien est difficile à tracer.

La répartition du financement selon la nature des interventions est la suivante: en 2008 on trouve d'abord des prêts souverains (aux États), ensuite des prêts au secteur privé et enfin des subventions. Il faut noter surtout, entre 2002 et 2008, une croissance importante des engagements auprès des entreprises.

L'AFD a reformulé la stratégie régionale après les déséquilibres alimentaires en 2007-2008. Ainsi, le schéma des interventions 2009-2011 en Méditerranée a trois finalités : la croissance économique, le développement durable et la cohésion sociale.

Ces finalités se déclinent en objectifs en matière agricole et rurale, dont certains sont nouveaux par rapport aux anciennes stratégies régionales de l'AFD :

- Promouvoir un développement agricole et rural durable contribuant à la sécurité alimentaire (qui lui-même se décline en un soutien au développement du secteur financier et des PME, et en une gestion durable des ressources en eau) ;
- Contribuer à la modernisation du secteur productif ;
- Favoriser un aménagement territorial équilibré ;
- Encourager une meilleure gestion du patrimoine environnemental et culturel.

L'activité prévisionnelle de l'AFD de 2009 à 2011 est de 800 millions d'euros d'engagements par an. A cela s'ajoutent 200 millions d'euros de PROPARCO ainsi que 250 millions par an du Fonds FISEM (facilité d'investissement pour les PME de la région). Ces prévisions sont largement acquises puisque cette année on est déjà à 1 milliard d'engagements. Les prévisions des engagements pour l'agriculture sont de 5,5% du total (et il faudrait prendre aussi en compte le 16,5% du secteur productif qui concerne le secteur agroalimentaire).

L'analyse de l'AFD dans la région est semblable à ce qui a été dit dans les précédentes interventions. Nous avons des défis et des opportunités :

- Une croissance démographique qui se poursuit avec une urbanisation qui est une opportunité de marché domestique pour les agriculteurs de la région. De plus, un arrêt de la densification rurale puisque à partir de 2010 on estime que, en valeur absolue, la population rurale commencera à baisser. Ceci représente une opportunité de progresser sur la structure des exploitations agricoles, qui est un vrai problème dans la région.
- Évolution de la productivité alimentaire en calories par hectare (mais avec une inconnu à l'avenir compte tenu des changements climatiques)
- Déficit en produits alimentaires, qui s'est creusé notamment pour les céréales, mais des nouvelles résistances pour quelques produits (oléagineux et lait).
- Complémentarités avec l'Europe et augmentation de la demande mondiale pour le « panier » européen, si ce n'est pas pour la diète méditerranéenne.
- Problèmes hydriques fonciers et climatiques croissants, comme on a déjà dit. Il faut noter que l'augment de la production agricole dans la région ne se fera pas sur l'extension des terres.
- Réformer les institutions en arbitrant entre des interventions publiques et des initiatives privées, ainsi que le soutien des prix à la consommation en maintenant la rémunération des producteurs.
- Des filières professionnelles structurées et efficaces.

Les interventions en cours et à venir sur le secteur agricole dans la région sont : entre 2007 et 2009, 250 millions d'euros ont été engagés, dont 11 millions en subventions. On a focalisé sur l'économie de l'eau agricole et l'agro-écologie, ainsi que sur la valeur ajoutée de certaines productions méditerranéennes (par exemple, l'huile). Enfin, le renforcement des territoires ruraux est une priorité (il est prévue une prochaine action avec le Plan Maroc Vert et éventuellement un projet de réformes structurelles du secteur en Syrie). De plus, l'AFD encourage la production intellectuelle en partenariat (avec des institutions comme le CIHEAM, le CIRAD, la Banque Mondiale, etc.)

En conclusion, on peut souligner 4 axes d'intervention pour l'AFD :

- Accompagner les réformes institutionnelles pour un secteur agricole incitatif pour les acteurs économiques, des agriculteurs aux industriels
- Soutenir les investissements (au niveau des acteurs et au niveau institutionnel)
- Accroître l'efficacité agronomique et économique de l'eau
- Aider les territoires ruraux dans la valorisation de leur potentiel agricole (infrastructures, qualité et identité des produits des terroirs). »

## **2.2. L'action du CIHEAM en Méditerranée**

**Francisco Mombiela**, *Secrétaire général du CIHEAM*

« Je voudrais avant tout remercier l'organisation de cette rencontre pour m'avoir offert la possibilité de m'exprimer publiquement pour la première fois depuis ma prise de fonction, le 1<sup>er</sup> octobre 2009, en tant que Secrétaire général du CIHEAM. Et je suis particulièrement content de le faire dans ces locaux, à Sciences-Po Paris, car comme vous le savez, ou vous l'avez redécouvert l'année dernière au moment de la crise alimentaire mondiale, l'agriculture est une question très politique. C'est un domaine dans lequel les dynamiques démographiques, sociales, économiques, environnementales mais aussi territoriales et culturelles, sont quotidiennement à l'œuvre.

L'agriculture, est une activité vitale pour n'importe quel individu sur la planète. N'oublions jamais que derrière l'agriculture, c'est de l'alimentation de tous dont nous parlons. Et d'ailleurs faudrait-il peut-être plus parler d'alimentation pour convaincre les sceptiques de l'importance stratégique de l'agriculture... Pouvoir se nourrir est un défi universel. C'est la plus vieille contrainte du Monde. C'est l'instinct le plus basique de l'homme. Et ce sera toujours la première des préoccupations sur cette planète où je rappelle qu'actuellement, un enfant meurt de faim toutes les 5 secondes.

L'alimentation est également la base pour la cohésion des sociétés. Quand les aliments manquent ou que l'accès à l'alimentation devient difficile, les agitations sociales prospèrent rapidement. Nous l'avons vu en Argentine il y a dix ans. Nous l'avons constaté en Égypte l'année dernière. L'alimentation est, en conséquence, nécessaire pour assurer non seulement la santé de l'homme en tant qu'individu mais aussi de l'homme comme collectivité sociale. Les enjeux du développement agricole et de la sécurité alimentaire sont donc au cœur de la géopolitique mondiale. On l'avait peut-être oubliée. L'essentiel devient banal en temps d'abondance, et il n'est précieux que lorsqu'on s'aperçoit qu'il peut manquer. Il grimpe alors dans l'échelle de nos priorités. Or nous risquons désormais de ne plus pouvoir répondre à temps aux innombrables défis que les incertitudes du futur posent actuellement aux agricultures du Monde. Car nous vivons une période de profondes transitions, sur le plan géoéconomique et financier, mais aussi en matière climatique et énergétique, qui créent des tensions, et qui posent de multiples équations à résoudre pour tenter de garantir l'équilibre international dans les années à venir. L'instabilité des marchés agricoles, l'insécurité alimentaire, les inégalités face à l'alimentation, sont clairement des variables inquiétantes.

Une région, la Méditerranée, se situe à l'épicentre de cette conjoncture. Les exposés précédents l'ont montré. La situation agricole et alimentaire dans le Bassin méditerranéen n'est pas favorable. Même dans le Nord, pour des raisons différentes certes, les tensions animent tous les mondes agricoles. Nous avons vu le lait versé à Bruxelles récemment, il y a eu des manifestations d'agriculteurs ce week-end en Espagne. En Méditerranée, j'y reviens, la problématique alimentaire n'est pas une réalité émergente, c'est une réalité structurelle dans cette région où depuis de nombreuses années il faut produire toujours plus mais avec de moins en moins de ressources. Produire plus car la population augmente, les modes de consommation évoluent et les besoins alimentaires se diversifient. Produire mieux, car la responsabilité environnementale s'impose dans la vie de millions d'agriculteurs quand l'eau se raréfie, quand les terres se dégradent et que les dérèglements climatiques s'accroissent.

Quand on réfléchit sur le besoin d'établir un système agroalimentaire pour la région méditerranéenne qui puisse garantir l'approvisionnement de la population en aliments sains, produits en harmonie avec l'environnement, sur la base, pourquoi pas, de la Diète Méditerranéenne, dont les bénéfices sont généralement acceptés, les enjeux peuvent se grouper en 3 axes prioritaires d'action :

1. La santé alimentaire des populations
2. La gestion responsable des ressources naturelles
3. L'organisation efficace des filières et du monde rural en général.

Ces trois sujets, illustrant l'approche holistique qu'il faut adopter au sujet de l'agriculture méditerranéenne, sont au cœur de la mission de coopération du CIHEAM, qui met en œuvre pour ce faire les outils de la formation spécialisée, de la recherche en réseau et de la concertation politique régionale. Plus de 150 Agents permanents travaillent au CIHEAM. Et une centaine de consultants par an sont positionnés sur nos activités et nos projets. Nous formons chaque année près de 400 étudiants au niveau Master, dans nos quatre Instituts, localisés respectivement à Montpellier, à Chania, à Bari et à Saragosse. A cela s'ajoutent 1500 stagiaires, généralement issus du monde

professionnel, qui y suivent des formations de courtes durées, spécialisées selon les besoins et la demande. Cette action de formation contribue à la construction progressive d'une identité méditerranéenne plurielle, riche de sa diversité, mais qui s'enracine durablement dans les esprits de nos étudiants. L'investissement dans le capital humain constitue donc un outil central dans la politique de coopération du CIHEAM. Et plaçant toujours ces outils de la formation et de la recherche au service de sa mission de coopération, le CIHEAM s'invite aussi de plus en plus dans l'animation du débat politique régional.

Depuis dix ans, le CIHEAM organise, en liaison avec le pays hôte, une réunion des ministres de l'Agriculture de ses 13 États membres, en y associant de près de nombreuses institutions internationales, européennes et arabes. Nous tiendrons notre 8<sup>ème</sup> ministérielle en Turquie, en mars 2010, sur la question de l'adaptation de l'agriculture méditerranéenne aux changements climatiques. Après Copenhague donc, mais avant une probable rencontre ministérielle de l'Union pour la Méditerranée qui devrait être consacrée à la sécurité alimentaire et au développement agricole. Nous travaillons par ailleurs à l'analyse des questions agronomiques, alimentaires ou environnementales de la Méditerranée. En animant des réseaux de recherche, en nous insérant dans des programmes scientifiques mutualisés, en fournissant des études régionales régulièrement mis à jour sur les tendances lourdes et émergentes de l'agriculture méditerranéenne. Cette recherche n'a qu'un objectif : l'aide à la décision. La publication annuelle d'un rapport, *Mediterra*, publié en France avec le concours des Presses de Sciences-Po, en est une illustration majeure.

En Méditerranée, nous savons qu'il est possible de progresser en matière agricole et alimentaire. Des dynamiques existent, sur l'agriculture biologique, la santé animale, la recherche agronomique, entre les organisations professionnelles agricoles. Et peu à peu se dessinent aussi des accords euro-méditerranéens de libéralisation graduelle des échanges agricoles.

Mais nous pouvons aller plus loin.

- Il faut protéger et valoriser les produits typiques régionaux. En ce sens, la promotion de la diète méditerranéenne, sujet conjuguant politiques de santé publique, pratiques alimentaires et distribution efficace sur le plan commercial, est essentielle.
- Il faut poursuivre et renforcer les efforts menés sur la gestion durable de l'eau et des terres agricoles. Les enjeux sont tellement grands que seule la coopération régionale et collective pourra trouver des réponses adaptées et efficaces.
- Il faut aussi veiller à la sécurisation des approvisionnements et s'assurer d'un meilleur accès à l'alimentation et aux denrées agricoles de base dans les pays du Sud de la Méditerranée quand les prix augmentent et que les récoltes intérieures sont décevantes.
- Il faut aussi peut-être enclencher une réflexion sur la réforme en cours de la PAC et la prise en compte de l'espace méditerranéen dans cette perspective. Il s'agit de chercher une approche cohérente de la PAC européenne aux besoins des pays du Sud et l'Est de la Méditerranée. N'oublions pas que 6 pays méditerranéens de la rive Nord sont désormais partie prenantes de cette politique commune.

Voilà donc quelques messages sur le CIHEAM, son action et ses réflexions générales sur l'agriculture régionale. Pour conclure, permettez-moi juste, en tant que Secrétaire général d'un organisme rassemblant la plupart des pays méditerranéens, de vous dire que les responsables et les populations de cette région ne sauraient comprendre que l'agriculture puisse être oubliée de la coopération politique et technique. C'est un sujet incontournable si l'on veut vraiment réunir par des solidarités concrètes les rives de la Méditerranée. »

### **2.3. L'Union pour la Méditerranée (UpM) et l'agriculture**

**Julia Jordan**, chargée de l'agriculture et de la mer au sein de la *Mission Union pour la Méditerranée, pôle Environnement et Développement durable, Présidence de la République française*

« L'Union pour la Méditerranée a été officiellement lancée lors du Sommet de Paris pour la Méditerranée le 13 juillet 2008. Au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, 43 pays de la Méditerranée (Adriatique incluse) et de l'Union européenne étaient présents et ont posé les bases d'un nouveau partenariat euro-méditerranéen. Il a été décidé de l'acquis euro-méditerranéen dont

le point le plus fort est la déclaration de Barcelone de 1995 avec ses objectifs de paix, de stabilité et de sécurité incluant le respect des droits de l'homme.

Les principes de l'Union pour la Méditerranée se fondent sur une gouvernance paritaire. Les États au plus haut niveau politique, collaborent à pied d'égalité pour lancer des projets opérationnels concrets. La dynamique « projet » est renforcée par la précision du concept de géométrie variable : les grandes priorités stratégiques sont décidées à 43 puis les projets sont pilotés par les pays particulièrement mobilisés.

La coprésidence de l'Union pour la Méditerranée actuellement est exercée par l'Égypte et la France. Les Chefs d'états et de gouvernement ont décidé de porter leur souffle politique sur 6 grandes initiatives identifiées, dont certaines commencent déjà à se traduire par des réalisations sur le terrain, c'est le cas du Plan solaire méditerranéen, ou encore de la dépollution de la Méditerranée.

Deuxième moment important en 2008 : la réunion des ministres des Affaires étrangères en novembre à Marseille. En effet, l'UpM prévoit un grand sommet de chefs d'État tous les 2 ans, avec entre ces grands rendez-vous politiques, des réunions sectorielles au niveau des ministres concernés se tiennent. Les ministres des Affaires étrangères décident notamment des priorités et du calendrier de l'année à venir. Dans la déclaration de Marseille, le paragraphe sur l'agriculture indique que "*Les ministres ont rappelé l'importance que revêtent l'agriculture et le développement rural pour l'économie des pays méditerranéens et pour la sécurité alimentaire. Les ministres sont convenus d'organiser une réunion ministérielle de l'agriculture sur ces thèmes. Cette réunion devrait viser à définir et à encourager des projets relatifs au développement durable en milieu rural, au développement et à la promotion de produits de qualité ainsi qu'à la coordination de la recherche agricole sur des questions telles que les espèces végétales résistantes au stress hydrique et la gestion des ressources hydriques. Cette conférence devrait également appuyer la poursuite et le renforcement des activités menées dans le domaine des normes sanitaires et phytosanitaires*". Le contexte des émeutes de la faim donnait aux questions agricoles et alimentaires un caractère incontournable.

Après la tragédie de Gaza, et pendant une grande partie du 1<sup>er</sup> semestre 2009, les réunions officielles de l'Union pour la Méditerranée n'ont pu se tenir, même si le travail technique a continué. La coprésidence franco-égyptienne de l'Union pour la Méditerranée a organisé le 25 juin 2009 à Paris la première réunion ministérielle sur les projets de développement durable. Les 11 et 12 novembre 2009 a eu lieu à Marrakech la conférence ministérielle sur « Le renforcement du rôle des femmes dans la société ». Aujourd'hui, on travaille pour l'installation du Secrétariat à Barcelone, qui devrait avoir lieu en 2010 et qui permettra "l'institutionnalisation du processus".

La ministérielle "sécurité alimentaire, agriculture, développement rural" fait partie des ministérielles qui n'ont pu se tenir en 2009. L'Égypte accueillera cette ministérielle en mai 2010. Ce sera la deuxième rencontre de haut-niveau dédiée à cette question après la conférence euro-méditerranéenne sur l'agriculture organisée en 2003 à Venise. La préparation de cette ministérielle agriculture de l'UpM tiendra compte de celle organisée en Turquie les 8 et 9 mars et qui réunira les treize États membres du CIHEAM.

Sur le sujet agricole, un des mérites de l'UpM est qu'on ne regarde pas seulement l'aspect commercial / libéralisation des échanges. On souhaite pouvoir traiter de la sécurité alimentaire au sens quantitatif et qualitatif, des normes sanitaires et phytosanitaires, du développement des espaces ruraux, de la santé animale, de la valorisation des produits typiques de la région méditerranéenne. Avec l'enjeu de l'eau en toile de fonds notamment. A ce sujet, j'indique que l'on aura les 13 et 14 avril 2010, une ministérielle UpM sur l'eau organisée par les autorités espagnoles à Barcelone.

L'idée est de faire des liens au fur et à mesure entre différents sujets. Pour l'instant ce qu'on voit est qu'il y a des dynamiques positives qui se créent à tous niveaux pour un processus encore jeune. L'agriculture, l'alimentation, les mondes ruraux, thèmes fortement liés au développement durable de la Méditerranée, figurent clairement parmi les axes majeurs de coopération portés par l'Union pour la Méditerranée. »



Le CIHEAM a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de sa mission de coopération trois grandes activités complémentaires (formations spécialisées post-universitaires, recherches en réseau et animation du débat politique régional), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural durable en Méditerranée.

### **A propos de l'Observatoire du CIHEAM**

L'Observatoire méditerranéen du CIHEAM est un instrument d'analyse et de débat sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée.

Les propos tenus dans les notes d'alerte et les notes d'analyse qui y sont publiées engagent la responsabilité de leurs auteurs, et en aucun cas celle du CIHEAM.

**[www.ciheam.org](http://www.ciheam.org)**